



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 25 juin 2003

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Indicateurs avancés, mai 2003**

L'indicateur avancé composite a enregistré une sixième hausse consécutive de 0,2 % en mai, après que la progression de 0,1 % publiée en avril a été révisée à 0,2 %. Le marché financier a pris le relais des dépenses des ménages pour contrebalancer l'enlisement du secteur de la fabrication entraîné par le relâchement de la demande extérieure.

3
- **Revenu familial, 2001**

Le revenu familial après impôt a augmenté pour une cinquième année consécutive en 2001, surtout en raison de la hausse des transferts gouvernementaux et de la réduction des impôts sur le revenu des particuliers. Le nombre de familles vivant sous le seuil de faible revenu a diminué légèrement, comme à chaque année depuis 1996.

5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Sources de stress en milieu de travail, 2000	10
Comptes satellites provinciaux et territoriaux du tourisme, 1998	10
Statistiques démographiques, au 1er avril 2003	12

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de juin 2003

Le numéro en ligne de juin 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, diffusé aujourd'hui, comprend l'article «Sources de stress en milieu de travail», lequel examine les déclencheurs de stress en milieu de travail pour différentes personnes. Pour certains, il s'agit des exigences de l'emploi, pour d'autres, c'est la crainte de subir un accident ou une blessure. Il inclut également l'article «Productivité et prospérité à l'âge de l'information», qui traite des tendances de la productivité depuis 1981, du rôle que les divers secteurs et la technologie de l'information ont joué dans la récente accélération de la productivité, de même que des répercussions sur la prospérité du Canada.

Le numéro en ligne de juin 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 4, n° 6 (75-001-XIF, 5 \$ / 48 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (henry.pold@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

AUTRES COMMUNIQUÉS – fin

Laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre, mai 2003	13
Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux, mai 2003	13

NOUVEAUX PRODUITS

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Indicateurs avancés

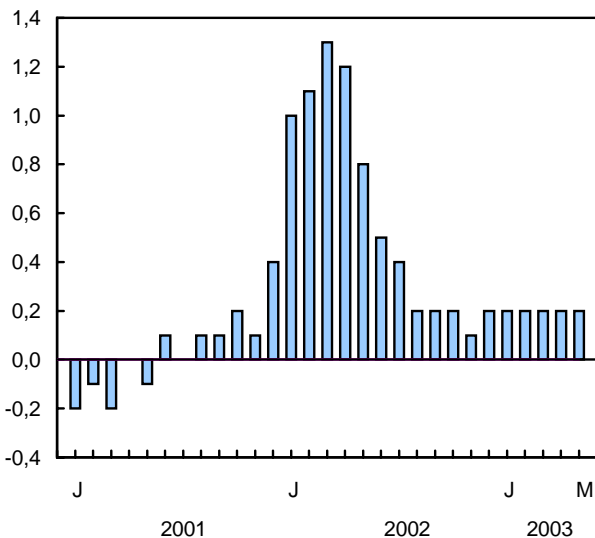
Mai 2003

L'indicateur avancé composite a enregistré une sixième hausse consécutive de 0,2 % en mai, après que la progression de 0,1 % publiée en avril a été révisée à 0,2 %. Le marché financier a pris le relais des dépenses des ménages pour contrebalancer l'enlèvement du secteur de la fabrication entraîné par le relâchement de la demande extérieure. La moitié des composantes ont légèrement augmenté ou sont demeurées stables, alors que cinq composantes ont baissé, soit une de plus qu'en avril.

En mai, la bourse a enregistré un autre gain important qui lui a permis de rattraper presque tout le terrain perdu depuis un an. Toutes les catégories se sont accrues, surtout les actions liées à la technologie de l'information qui ont connu une autre progression à deux chiffres. L'offre réelle de monnaie a également repris vivement, ayant connu sa hausse la plus marquée pour la première fois depuis janvier et la plus élevée depuis le début de 2002.

Indice composite

Variations lissées en %



Parmi les indicateurs de la demande des ménages, seules les ventes de meubles et d'articles ménagers ont continué de progresser. La baisse de l'indice du logement, qui avait émergé en mars et en avril, a été atténuée en mai (-0,1 %) par une première hausse en quatre mois des ventes de maisons existantes. Les ventes de biens durables ont mis fin à leur brève percée d'un mois alors que le marché du travail s'est relâché.

L'indicateur américain a continué de se comparer défavorablement à l'indicateur canadien. Les écarts les plus grands étant venus du secteur des ménages, le nombre d'emplois ayant encore légèrement diminué en mai.

La faiblesse des exportations a largement contribué à l'enlèvement de la fabrication au Canada. Le ratio des livraisons aux stocks dans la fabrication a enregistré une deuxième baisse d'affilée, alors que les stocks en particulier ont crû. La tendance des nouvelles commandes de biens durables est demeurée sans éclat.

Données stockées dans CANSIM : tableau 377-0003.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1601.

Une analyse plus détaillée des composantes est offerte dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À partir de la page *Le Canada en statistiques*, choisissez *Conjoncture économique*. Sur cette page, cliquez sur la publicité de *L'Observateur économique canadien*, puis sur *Numéros de l'OÉC et Indice composite*. Pour plus de renseignements sur l'économie, consultez le numéro de juin 2003 de *L'Observateur économique canadien* (11-010-XIB, 17 \$ / 170 \$; 11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$), qui est présentement en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Francine Roy au (613) 951-3627, Groupe de l'analyse de conjoncture. □

Indicateurs avancés

	Décembre 2002	Janvier 2003	Février 2003	Mars 2003	Avril 2003	Mai 2003	Dernier mois de données disponibles var. en %
Indicateur avancé composite (1992=100)	179,8	180,2	180,6	180,9	181,2	181,5	0,2
Indice du logement (1992=100) ¹	128,5	128,6	131,4	130,5	129,1	129,0	-0,1
Emploi dans les services aux personnes et aux entreprises (en milliers)	2 584	2 597	2 610	2 623	2 625	2 621	-0,2
Indice du cours des actions S&P/TSX (1975=1 000)	6 445	6 437	6 512	6 530	6 534	6 583	0,7
Offre de monnaie M1 (en millions de dollars de 1992) ²	110 974	111 054	110 533	109 944	109 899	111 227	1,2
Indice avancé composite des États-Unis (1992=100) ³	109,9	110,0	110,1	110,1	110,2	110,1	-0,1
Fabrication							
Heures hebdomadaires moyennes de travail	39,2	39,2	39,2	39,2	39,3	39,3	0,0
Nouvelles commandes - biens durables (en millions de dollars de 1992) ⁴	21 956	21 827	21 483	21 150	20 996	21 067	0,3
Ratio des livraisons aux stocks de produits finis ⁴	1,80	1,80	1,78	1,78	1,77	1,76	-0,01 ⁵
Commerce de détail							
Meubles et articles ménagers (en millions de dollars de 1992) ⁴	1 802	1 809	1 822	1 836	1 843	1 848	0,3
Ventes d'autres biens durables (en millions de dollars de 1992) ⁴	7 682	7 640	7 634	7 610	7 658	7 651	-0,1
Indicateur avancé composite non lissé	181,1	181,1	181,1	181,2	181,5	182,5	0,6

¹ Indice composite des mises en chantier de logements (unités) et des ventes de maisons (service inter-agences).

² Données obtenues après déflation par l'Indice des prix à la consommation.

³ Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué mais portent sur le mois précédent.

⁴ Les statistiques figurant sur cette ligne ont été publiées au cours du mois indiqué mais portent sur le deuxième mois avant.

⁵ Différence par rapport au mois précédent.



Revenu familial

2001

Le revenu familial après impôt a augmenté pour une cinquième année consécutive en 2001, surtout en raison de la hausse des transferts gouvernementaux et de la réduction des impôts sur le revenu des particuliers. Le nombre de familles vivant sous le seuil de faible revenu a diminué légèrement, comme à chaque année depuis 1996.

Le revenu après impôt des familles (de deux personnes ou plus) était estimé à 58 000 \$, en hausse de 3,4 % après ajustement pour tenir compte de l'inflation, bien que le revenu moyen du marché ait peu changé en 2001.

En moyenne, les transferts gouvernementaux versés aux familles ont augmenté de 3,3 % en 2001, ce qui a mis fin à une série de quatre replis annuels consécutifs. Parallèlement, le montant moyen versé par les familles en impôts sur le revenu a diminué de 8,2 %.

L'impôt sur le revenu a représenté 18,1 % du revenu total, soit la somme du revenu du marché et des transferts gouvernementaux. Il s'agit d'une baisse par rapport à 19,9 % en 2000, et de la première fois depuis la fin des années 1980 que cette proportion chute sous la barre des 19 %.

Les familles monoparentales ayant une femme à leur tête ont affiché l'une des augmentations les plus prononcées du revenu après impôt, celui-ci étant passé à 31 200 \$ en moyenne, en hausse de 4,6 %.

Peu de changement du revenu du marché

Après quatre ans de croissance robuste, y compris une hausse de 4,5 % en 2000, le revenu moyen du marché des familles (de deux personnes ou plus) a affiché une hausse minime de 0,8 % pour s'établir à 63 700 \$. Ce ralentissement de la croissance est attribuable à l'affaiblissement des conditions du marché du travail pendant l'année.

Toutefois, depuis 1996, la croissance économique au Canada a été relativement forte. Le revenu moyen du marché a connu une croissance cumulative de 16 % après ajustement de l'inflation. Cela équivaut à un taux de croissance moyen de 3,0 % annuellement.

Le revenu moyen du marché des familles monoparentales ayant une femme à leur tête a maintenu sa tendance à la hausse en 2001, contrairement à celui de la plupart des autres familles, ayant augmenté de 5,7 %. De 1996 à 2001, il a crû de 46 %, ce qui équivaut à un taux de croissance moyen de 7,9 % annuellement.

Cette tendance est principalement attribuable à leur présence grandissante parmi la population active. Environ 82 % des familles monoparentales ayant

Note aux lecteurs

Le présent communiqué se fonde sur les données de deux enquêtes auprès des ménages, soit l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) et l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC). Les données antérieures à l'année 1996 sont tirées de l'EFC, tandis que celles portant sur 1996 et les années subséquentes proviennent de l'EDTR.

Toutes les données sont ajustées pour tenir compte de l'inflation. Afin de tenir compte de l'inflation lors des comparaisons des niveaux de revenu dans le temps, toutes les valeurs de revenu sont exprimées en dollars constants de 2001.

Le **revenu du marché** est la somme du revenu d'emploi, du revenu net de travail autonome, du revenu de placements et du revenu de retraite (privé). Il est aussi appelé revenu avant impôts et transferts.

Le **revenu après impôt** est la somme du revenu du marché et des transferts gouvernementaux, moins l'impôt sur le revenu.

Les **seuils de faible revenu (SFR)** de Statistique Canada sont des niveaux de revenu auxquels une famille dépense généralement 20 points de pourcentage de plus que la moyenne à l'alimentation, au logement et à l'habillement. Les SFR sont déterminés en fonction de la taille de la famille et de la collectivité.

Bien que les SFR soient souvent appelés des seuils de pauvreté, ceux-ci ne constituent d'aucune façon des seuils officiels de pauvreté. Pour plus de renseignements, consultez l'article «À propos de la pauvreté et du faible revenu» dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques «Définitions, sources de données et méthodes», puis «Méthodes - Documents de discussion», et puis «Article sur la pauvreté et le faible revenu».

une femme à leur tête ont eu des gains en 2001, comparativement à seulement 65 % en 1996.

Le revenu du marché des familles biparentales est demeuré pour ainsi dire inchangé en 2001. Toutefois, s'étant établi à 75 400 \$, il était tout de même de 17 % supérieur à celui de 1996, juste avant le début de la période de croissance relativement forte.

Hausse des transferts gouvernementaux et baisse des impôts sur le revenu

Après avoir affiché une baisse pendant quatre années consécutives, les transferts gouvernementaux moyens versés aux familles ont augmenté de 3,3 % en 2001 et se sont établis à 7 100 \$.

Les transferts gouvernementaux ont augmenté pour tous les types de familles, sauf pour les familles monoparentales ayant une femme à leur tête. Pour celles-ci, les transferts versés ont diminué de 3,2 %, ce qui est attribuable en partie à la hausse de leur revenu du marché. Les transferts gouvernementaux versés aux familles monoparentales ayant une femme à leur tête ont reculé au cours des dernières années, leur revenu moyen du marché ayant augmenté.

Les prestations d'assurance-emploi ont constitué environ la moitié de la hausse des transferts gouvernementaux en 2001. À la fin de 2000, le

gouvernement fédéral a apporté plusieurs modifications au système d'assurance-emploi, lesquelles ont donné lieu à une hausse des paiements. Les critères d'admissibilité ont été allégés pour les personnes demandant un congé de maternité ou parental, et le nombre maximal de mois de prestations a été augmenté. Les critères d'admissibilité pour les travailleurs saisonniers et ceux à temps partiel ont également été allégés.

Comme la plupart des transferts gouvernementaux sont axés sur les besoins, la portion des transferts versés aux 20 % de familles ayant le plus faible revenu après impôt est généralement la plus élevée. Au cours des dernières années, la portion des transferts gouvernementaux distribués à ces familles a connu une hausse générale. Elle a augmenté constamment, passant de 28 % en 1996 à 31 % en 2000, et elle est demeurée inchangée en 2001.

En moyenne, les familles ont payé environ 12 800 \$ en impôts sur le revenu en 2001, en baisse de 8,2 % ou de 1 100 \$ par rapport à 2000. Cela a plus que neutralisé une hausse de 900 \$ de l'impôt moyen payé par ces familles en 2000 comparativement à 1999.

Le taux de faible revenu pour les enfants est en baisse pour une cinquième année consécutive

Le taux de faible revenu chez les enfants de moins de 18 ans, calculé selon le revenu après impôt, a diminué pour une cinquième année consécutive en 2001.

Environ 786 000 enfants, ou 11,4 % du total, vivaient dans une famille à faible revenu. Ces niveaux représentent une baisse par rapport à 868 000 enfants, ou 12,5 %, en 2000.

Le taux de faible revenu pour les enfants en 2001 est tombé à son plus bas niveau depuis 1980, qui représente la première année pour laquelle on dispose de données comparables.

La proportion d'enfants vivant dans une famille à faible revenu a diminué depuis 1996, année où elle avait atteint un sommet de 16,7 %, d'après le revenu après impôt. Cette diminution est survenue à la suite des améliorations générales de l'économie canadienne de la fin des années 1990.

Dans l'ensemble de la population des dix provinces, environ 3,2 millions de personnes, ou 10,4 %, vivaient sous le seuil de faible revenu. Le taux de faible revenu parmi l'ensemble des Canadiens a diminué depuis 1996, année où il avait atteint un sommet de 14,0 %.

Le taux de faible revenu a toujours été plus élevé chez les femmes que chez les hommes. En 2001, 11,1 % des femmes vivaient sous le seuil de faible revenu, comparativement à 9,6 % des hommes.

L'écart entre le taux de faible revenu chez les hommes de 65 ans et plus et celui chez les femmes de 65 ans et plus s'est rétréci en 2001. En fait, il s'agit de la première année au cours de laquelle le taux chez les femmes de 65 ans et plus est tombé à moins du double de celui chez les hommes de 65 ans et plus. Environ 9,1 % des femmes de 65 ans et plus vivaient sous le seuil de faible revenu, comparativement à 5,1 % des hommes.

Cinquième repli consécutif du taux de faible revenu des familles

Environ 646 000 familles vivaient sous le seuil de faible revenu en 2001, en baisse par rapport à 666 000 en 2000 et à 870 000 en 1996.

Le pourcentage de familles sous le seuil de faible revenu a diminué, étant passé de 10,7 % en 1996 à 7,6 % en 2001. Il s'agit du plus faible taux pour les familles économiques depuis 1989, année où il était de 7,5 %.

Le taux de faible revenu des familles a diminué pour une cinquième année consécutive. Cela a reflété le marché du travail vigoureux dans la dernière partie de la décennie ainsi que de récentes hausses de transferts et réductions d'impôt sur le revenu.

Sur les quelque 512 000 familles monoparentales ayant une femme à leur tête, 32 % vivaient avec un faible revenu en 2001, en baisse par rapport à 34 % en 2000.

Pour les 3 107 000 familles biparentales avec enfants, le taux de faible revenu était de 6,7 %. La majorité de ces familles biparentales, soit environ 1 973 000, comptaient deux soutiens économiques en 2001. Le taux de faible revenu pour ce groupe était de 2,7 %, en baisse par rapport à 3,6 %.

Entre 1980 (la première année pour laquelle des données comparables sont disponibles) et 2000, les familles biparentales ayant deux soutiens économiques ont affiché un taux de faible revenu relativement stable, celui-ci ayant varié de 3,5 % à 5,3 %.

Contrairement à la tendance chez les familles biparentales comptant deux soutiens économiques, le taux de faible revenu des familles biparentales ayant un soutien économique a montré une tendance généralement à la hausse depuis 1980, année où il était de 12 %. Sur les quelque 457 000 familles biparentales ayant un seul soutien économique en 2001, environ 22 % vivaient sous le seuil de faible revenu.

Tandis que le taux de faible revenu a diminué, la situation financière des familles sous les seuils de faible revenu s'est quelque peu détériorée. Les familles vivant sous le seuil de faible revenu auraient eu besoin, en

moyenne, de 7 200 \$ de plus après impôt pour dépasser le seuil du faible revenu. Entre 1996 et 2000, ce montant a varié entre 6 800 \$ et 7 100 \$.

Hausse graduelle de l'inégalité du revenu

Le ratio du revenu moyen du marché reçu par la tranche de 20 % des familles ayant le revenu le plus élevé par rapport au 20 % des familles ayant le plus faible revenu constitue une mesure de l'inégalité du revenu.

En 2001, ce ratio était d'environ 13 à 1. C'est donc dire que la tranche de 20 % des familles ayant le revenu le plus élevé a reçu 13 \$ comme revenu du marché pour chaque dollar reçu par la tranche de 20 % des familles ayant le revenu le plus faible.

Toutefois, l'impôt et les transferts modèrent les différences entre les deux extrémités de la distribution des revenus. En 2001, après impôt et transferts, le cinquième des familles ayant le revenu le plus élevé ont reçu 5,50 \$ pour chaque dollar reçu par le cinquième des familles ayant le revenu le plus faible.

L'inégalité du revenu a augmenté graduellement entre 1995 et 2001. Jusqu'en 1995, le ratio était demeuré relativement stable, la tranche de 20 % des familles ayant le revenu le plus élevé ayant touché environ 4,80 \$ pour chaque dollar reçu par les familles ayant le revenu le plus faible.

Le revenu après impôt des familles de personnes âgées est stable

En 2001, le revenu après impôt des familles de personnes âgées, soit celles où la personne qui gagne le revenu principal a au moins 65 ans, a été estimé à 40 400 \$, n'ayant pour ainsi dire pas changé par rapport à 2000.

Malgré certaines variations annuelles, le revenu après impôt des familles de personnes âgées est demeuré stable au cours de la dernière décennie, en partie grâce au fort pourcentage de leur revenu que représentent les transferts gouvernementaux.

En 2001, les familles de personnes âgées ont reçu en moyenne environ 19 900 \$ en transferts gouvernementaux, soit 43 % de leur revenu total avant impôt.

Le revenu du marché des personnes âgées a beaucoup varié avec le temps. En 2001, les familles de personnes âgées ont connu une baisse de 5,6 % de leur revenu du marché, en raison d'une chute de 16 % des salaires et des traitements. Toutefois, les variations annuelles de cette ampleur sont courantes chez les personnes âgées.

En 2001, 3,3 % des familles de personnes âgées vivaient sous le seuil de faible revenu. Ce taux a varié

entre un minimum de 2,1 % en 1995 et un maximum de 4,1 % en 1993, mais n'a montré aucune tendance apparente.

Le revenu après impôt est en hausse dans chaque province à l'exception de deux

Dans toutes les provinces, à l'exception de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, les familles ont observé une croissance de leur revenu moyen après impôt en 2001. Aucune province n'a accusé de baisse considérable. Les augmentations les plus prononcées sont survenues en Alberta (+6,5 %), au Québec (+4,8 %) et en Colombie-Britannique (+4,7 %).

Dans la plupart des provinces, on constate peu de changement du revenu du marché familial moyen. Toutefois, celles avec les fortes hausses en pourcentage ont été l'Alberta (+4,6 %) et le Manitoba (+3,0 %). Pour la première fois depuis 1993, le revenu moyen du marché en Ontario ne s'est pas accru. Toutefois, les familles en Ontario avaient tout de même le revenu moyen du marché le plus élevé de toutes les provinces, soit 72 100 \$.

Toutes les provinces ont affiché une baisse de 3 % ou plus des impôts sur le revenu payés en moyenne par les familles en 2001. Les plus fortes baisses sont survenues en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard, là où les impôts sur le revenu payés en moyenne par les familles ont diminué de 13 %.

La tendance à la baisse du taux de faible revenu des familles dans les provinces, qui s'est amorcée en 1996, s'est poursuivie en 2001. Toutes les provinces avaient un taux de faible revenu sous la barre des 10 %. De plus, dans chaque province, le taux de faible revenu des familles était de un à quatre points de pourcentage inférieur au niveau de 1996.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 202-0101, 202-0102, 202-0201, 202-0202, 202-0301, 202-0401, 202-0403, 202-0404, 202-0501, 202-0601, 202-0603, 202-0701, 202-0702, 202-0704 à 202-0706, 202-0802, 202-0804, 202-0807, 202-0901.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3502 et 3889.

Le CD-ROM *Tendances du revenu au Canada, 1980-2001* (13F0022XCB, 195 \$) et la publication électronique *Le revenu au Canada, 2001* (75-202-XIF, 34 \$) sont maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la

clientèle au (613) 951-7355 ou composez sans frais
le 1 888 297-7355 (*revenu@statcan.ca*), Division de la
statistique du revenu.

Certains concepts de revenu par principaux types de familles 2001

	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôts
en dollars constants de 2001 (moyennes)				
Familles économiques de deux personnes ou plus	63 700	7 100	12 800	58 000
Familles de personnes âgées	26 500	19 900	6 000	40 400
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	68 500	3 400	14 600	57 300
Familles biparentales avec enfants	75 400	4 600	15 300	64 700
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	26 500	7 900	3 100	31 200
Personnes seules	24 300	5 000	4 900	24 400

Revenu moyen des familles économiques et des personnes seules

	1989	1993	1996	2000	2001
en dollars constants de 2001					
Familles économiques de deux personnes ou plus					
Revenu du marché	58 900	53 300	55 000	63 200	63 700
Transferts gouvernementaux	6 400	7 900	7 700	6 900	7 100
Impôts sur le revenu	12 600	11 700	12 300	13 900	12 800
Revenu après impôts	52 800	49 400	50 400	56 100	58 000
Personnes seules					
Revenu du marché	23 000	20 700	20 800	23 800	24 300
Transferts gouvernementaux	4 800	5 800	5 400	5 000	5 000
Impôts sur le revenu	4 900	4 700	4 700	5 300	4 900
Revenu après impôts	22 900	21 800	21 600	23 500	24 400

Taux de faible revenu (SFR fondé sur le revenu après impôts, sur la base de 1992) par principaux types de familles

	1989	1993	1996	2000	2001
%					
Familles économiques de deux personnes ou plus	7,5	10,0	10,7	7,9	7,6
Familles de personnes âgées	3,6	4,1	3,0	2,9	3,3
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	5,1	6,6	7,1	5,8	5,8
Familles biparentales avec enfants	6,3	8,8	9,7	7,4	6,7
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	42,6	44,9	49,0	33,9	31,9
Personnes seules	28,3	31,4	33,7	28,6	27,6

Pourcentage de personnes sous le seuil de faible revenu (SFR fondé sur le revenu après impôts, sur la base de 1992)

	1989	1993	1996	2000	2001
	%				
Personnes de moins de 18 ans	11,5	15,7	16,7	12,5	11,4
Vivant dans des familles biparentales	7,0	9,9	11,2	8,5	7,7
Vivant dans des familles monoparentales ayant une femme à leur tête	47,8	48,6	52,3	38,1	35,8
Personnes âgées entre 18 et 64 ans	9,3	12,3	13,9	11,0	10,6
Personnes de 65 ans et plus	10,9	10,8	9,1	7,3	7,3

Certains concepts de revenu pour les familles économiques de deux personnes ou plus par province

	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôts	Taux de faible revenu	
	en dollars constants de 2001 (moyennes)				%	
	2001	2001	2001	2001	2001	2000
Canada	63 700	7 100	12 800	58 000	7,6	7,9
Terre-Neuve-et-Labrador	41 600	11 100	8 200	44 500	9,3	11,2
île-du-Prince-Édouard	45 400	8 900	8 000	46 400	5,2	5,8
Nouvelle-Écosse	49 400	7 900	9 400	47 800	7,9	8,0
Nouveau-Brunswick	48 300	8 500	9 200	47 700	6,9	6,6
Québec	56 700	7 600	13 200	51 200	9,1	9,7
Ontario	72 100	6 800	14 200	64 700	6,4	6,5
Manitoba	55 100	6 400	10 100	51 400	7,9	9,2
Saskatchewan	54 000	7 000	10 200	50 700	7,0	7,1
Alberta	70 200	5 600	12 800	63 100	6,7	6,8
Colombie-Britannique	62 300	7 000	11 700	57 600	8,8	9,2



AUTRES COMMUNIQUÉS

Sources de stress en milieu de travail 2000

Les travailleurs canadiens sont plus stressés par des emplois qui les gardent trop longtemps au travail ou qui sont trop exigeants. Du même coup, l'inquiétude face à la sécurité d'emploi a diminué.

Ces conclusions, tirées de l'article analytique intitulé «Sources de stress en milieu de travail» disponible dans la version en ligne de juin de *L'emploi et le revenu en perspective*, sont fondées sur l'Enquête sociale générale. Il s'agit d'une enquête téléphonique annuelle effectuée dans les dix provinces et qui rejoint environ 25 000 personnes de 15 ans et plus.

En 1994 et en 2000, la plus forte proportion de travailleurs canadiens, soit plus de 34 %, ont déclaré le trop grand nombre d'exigences ou d'heures comme principale source de stress en milieu de travail.

Néanmoins, le stress lié à la sécurité d'emploi a diminué au cours de cette période. En 1994, alors que l'économie sortait d'une période de récession prolongée et que le taux de chômage se situait autour de 10 %, près du quart des travailleurs (22 %) ont déclaré que la crainte d'être mis à pied ou de perdre leur emploi était leur principale source de stress. En 2000, alors que l'économie était en période d'expansion et que relativement beaucoup d'emplois étaient disponibles, ce chiffre a chuté pour atteindre 13 %.

En 2000, 15 % des travailleurs ont mentionné les mauvaises relations interpersonnelles et 13 % le risque d'accident ou de blessure. Même si l'implantation de nouvelles technologies dans un milieu de travail peut être une source de stress, seulement un travailleur sur dix trouvait stressant de devoir acquérir de nouvelles compétences en informatique.

Les déclencheurs de stress différaient aussi selon l'horaire de travail. Le quart des personnes occupant des postes rotatifs s'inquiétaient du risque d'accident ou de blessure au travail comparativement à environ 11 % des travailleurs réguliers de jour.

Le type de profession occupée était une variable importante du stress en milieu de travail. Les gestionnaires et les professionnels étaient beaucoup plus susceptibles que les travailleurs du secteur primaire de déclarer les exigences ou les heures trop nombreuses comme source de stress au travail. En maintenant les autres facteurs constants, les employés occupant des professions dans le domaine de la santé étaient environ sept fois plus susceptibles de mentionner la crainte de subir un accident ou une blessure que ceux

de la gestion, du commerce, du secteur des finances ou occupant des professions scientifiques.

Les sources de stress différaient aussi entre les femmes et les hommes. En maintenant les autres facteurs constants, les hommes étaient moins susceptibles que les femmes d'éprouver un stress à la suite d'un trop grand nombre d'heures de travail ou d'exigences, mais ils étaient 1,3 fois plus susceptibles de ressentir un stress provenant de la crainte de subir un accident ou une blessure.

Les travailleurs indépendants et ceux occupant un emploi à temps plein étaient vraisemblablement plus susceptibles que les salariés ou les travailleurs à temps partiel de ressentir la pression liée aux exigences ou aux heures de travail trop nombreuses.

Cherchant à réduire les coûts sur les plans humain et financier associés au stress, de nombreux employeurs ont mis sur pied des programmes d'aide aux employés. L'Enquête sur le milieu de travail et les employés menée en 1999 a révélé que 26 % des employés avaient accès à de tels programmes.

L'article «Sources de stress en milieu de travail» est maintenant accessible dans le numéro en ligne de juin 2003 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 4, n° 6 (75-001-XIF, 5 \$ / 48 \$). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sophie Lefebvre au (613) 951-5870 (sophie.lefebvre@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

Comptes satellites provinciaux et territoriaux du tourisme

1998

L'importance du tourisme dans l'économie canadienne s'est accrue de 1996 à 1998, le produit intérieur brut (PIB) du tourisme étant passé de 2,1% à 2,3 % du PIB pour l'ensemble de l'économie, selon les *Comptes satellites provinciaux et territoriaux du tourisme, 1998*, publiés aujourd'hui. Le PIB du tourisme a augmenté de 18,4 % (en valeur nominale) de 1996 à 1998, un taux égal au double de celui de l'économie dans son ensemble.

Les répercussions économiques du tourisme ont varié de façon considérable d'une province et d'un territoire à l'autre. C'est au Yukon que le tourisme a

eu l'incidence économique la plus forte, suivi de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard, tant en 1996 qu'en 1998. Les répercussions les plus faibles sur le PIB ont été enregistrées en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick.

Grâce à des gains d'emploi supérieurs à la moyenne dans les secteurs du transport aérien, du transport par autobus et de la location de véhicules, le tourisme a été à la source de 532 900 emplois au pays en 1998. La part de l'emploi attribuable au tourisme a connu une légère hausse, passant de 3,6 % en 1996 à 3,7 % en 1998. L'impact sur l'emploi a été le plus marqué au Yukon, suivi de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard, et le plus faible au Québec et en Saskatchewan.

Les dépenses au chapitre du tourisme au Canada ont totalisé 45,9 milliards de dollars en 1998, ce qui représente une hausse de 15,6 % par rapport à 1996. Le secteur hôtelier et le transport aérien de passagers sont demeurés les deux branches d'activité touristique les plus importantes; ensemble, elles ont représenté le tiers des dépenses totales au chapitre du tourisme. À l'Île-du-Prince-Édouard, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, les dépenses au chapitre du tourisme sont allées principalement à l'hébergement, tandis que le transport a dominé dans les autres régions.

C'est l'Alberta qui a connu la plus forte croissance du tourisme de 1996 à 1998. Les dépenses touristiques et le PIB du tourisme y ont augmenté de 18,9 % et 20,6 % respectivement, tandis que l'emploi lié au tourisme y a progressé de 9,3 %. La Nouvelle-Écosse se situait au deuxième rang au chapitre des dépenses touristiques, tandis que l'Ontario se classait deuxième pour la croissance du PIB et de l'emploi attribuables au tourisme.

La balance commerciale du tourisme (c'est-à-dire, les dépenses des non-résidents au Canada par rapport aux dépenses des Canadiens à l'étranger) présentait un solde déficitaire de 3,0 milliards de dollars en 1998, en baisse par rapport au déficit de 4,8 milliards de dollars enregistré en 1996. Ce sont l'Ontario, le Québec et la Saskatchewan qui ont enregistré les soldes déficitaires les plus importants au chapitre du tourisme en 1998. La Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse et le Yukon ont connu les excédents les plus importants

à ce chapitre. La Nouvelle-Écosse et l'Ontario ont enregistré les hausses les plus marquées des dépenses touristiques internationales de 1996 à 1998.

Nota : Le présent document constitue une mise à jour des Comptes satellites provinciaux et territoriaux du tourisme (CSPTT) qui ont été produits pour la première fois l'an dernier par Statistique Canada. Les CSPTT sont appelés comptes satellites (prolongement), parce que le tourisme n'est pas représenté comme une branche d'activité en tant que tel dans les comptes économiques types. Les CSPTT correspondent plutôt à un ensemble de composantes touristiques tirées de diverses branches d'activité. L'approche est fondée sur des principes approuvés par la Commission de statistique des Nations Unies. Les résultats du présent rapport sont fondés principalement sur des données tirées des comptes provinciaux des entrées-sorties et des enquêtes sur les voyages de Statistique Canada.

Trois modifications majeures ont été apportées aux méthodes des CSPTT dans le cadre de la présente diffusion portant sur 1998. Auparavant, le PIB était évalué au coût des facteurs, il l'est maintenant selon les prix de base. Les branches d'activité étaient auparavant classées sur la base de la Classification type des industries et elles le sont maintenant selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord. Enfin, on a recours à une méthode améliorée pour répartir les données de l'*Enquête sur les voyages internationaux* relatives aux dépenses touristiques selon le bien ou le service. Les données pour 1996 ont été révisées, afin de correspondre à celles de 1998. Ces changements sont expliqués dans le document.

Le document de recherche *Comptes satellites provinciaux et territoriaux du tourisme, 1998* (13-604-MIF2003040; 13-604-MPF2003040, gratuits) est maintenant disponible dans le site Internet de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Comptes nationaux*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Conrad Barber-Dueck au (204) 275-3626 ou avec Demi Kotsovos au (613) 951-4000, Division des comptes des revenus et dépenses. □

**Compte satellite provincial et territorial du tourisme
1998**

	Dépenses touristiques			PIB touristique			Emploi touristique		
	1996 à 1998			1996 à 1998			1996 à 1998		
	en millions de dollars	var.	en %	en millions de dollars	var.	en %	en milliers	var.	en %
Canada	45 887	15,6	19 462	18,4	2,3	532,9	6,5	3,7	
Terre-Neuve-et-Labrador	664	16,7	232	17,7	2,3	6,3	5,9	3,4	
Île-du-Prince-Édouard	213	13,0	80	6,5	3,0	2,8	2,6	4,6	
Nouvelle-Écosse	1 362	18,1	500	17,5	2,6	17,3	6,9	4,2	
Nouveau-Brunswick	814	14,8	302	10,9	1,9	10,7	5,0	3,4	
Québec	8 922	13,2	3 875	16,2	2,1	104,3	4,9	3,2	
Ontario	17 012	16,7	7 361	20,7	2,1	195,4	6,9	3,5	
Manitoba	1 519	16,0	661	17,7	2,3	18,7	5,8	3,4	
Saskatchewan	1 252	12,5	489	16,0	1,8	15,9	5,0	3,2	
Alberta	5 281	18,9	2 300	20,6	2,3	62,2	9,3	3,9	
Colombie-Britannique	8 592	14,5	3 563	16,5	3,4	97,1	6,2	5,1	
Yukon	123	1,8	46	6,1	4,4	1,0	0,7	6,8	
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	134	7,5	53	9,9	2,1	1,1	-2,2	3,7	

Statistiques démographiques

Au 1^{er} avril 2003 (estimations provisoires)

Il est maintenant possible d'obtenir les estimations postcensitaires provisoires au 1^{er} avril pour le Canada, les provinces et les territoires.

Nota : Ces estimations sont fondées sur les effectifs du Recensement de 1996 redressés du sous-dénombrement net et ne prennent pas en compte les résultats du Recensement de 2001 diffusés le 12 mars 2002.

Les études de couverture du Recensement de 2001 seront complétées au cours de l'année. Les résultats obtenus seront utilisés pour redresser les effectifs du Recensement de 2001 et mettre à jour les estimations démographiques. Ces nouvelles estimations seront diffusées en septembre.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 051-0005, 051-0006, 051-0008, 051-0009, 051-0017, 051-0020 et 053-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3231, 3232, 3233 et 3601.

Le numéro du premier trimestre de 2003 de *Statistiques démographiques trimestrielles*, vol. 16, n° 4 (91-002-XIB, 8 \$ / 25 \$; 91-002-XPB, 10 \$ / 33 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données, communiquez avec Colette O'Meara au (613) 951-2320 (colette.omeara@statcan.ca) ou avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Larrivée au (613) 951-0694 (daniel.larrivee@statcan.ca), Division de la démographie. Télécopieur: (613) 951-2307. □

Population du Canada

	Au 1 ^{er} janvier 2002 ^{Pf}	Au 1 ^{er} avril 2002 ^{Pf}	Au 1 ^{er} janvier 2003 ^{Pp}	Au 1 ^{er} avril 2003 ^{Pp}	2002 ^{Pf} 2003 ^{Pp} var. en %	
Canada	31 240 487	31 315 287	31 499 560	31 559 186	0,2	0,2
Terre-Neuve-et-Labrador	533 305	531 703	531 145	530 667	-0,3	-0,1
Île-du-Prince-Édouard	139 330	139 554	140 412	140 741	0,2	0,2
Nouvelle-Écosse	943 756	943 833	944 456	944 286	0,0	0,0
Nouveau-Brunswick	755 391	755 590	756 368	756 256	0,0	0,0
Québec	7 435 504	7 444 302	7 467 626	7 475 919	0,1	0,1
Ontario	11 964 104	12 009 211	12 109 514	12 141 863	0,4	0,3
Manitoba	1 148 181	1 149 054	1 150 564	1 152 722	0,1	0,2
Saskatchewan	1 014 403	1 012 732	1 009 225	1 007 758	-0,2	-0,1
Alberta	3 086 034	3 098 838	3 134 286	3 146 066	0,4	0,4
Colombie-Britannique	4 120 891	4 131 003	4 155 779	4 162 535	0,2	0,2
Yukon	30 102	29 899	29 841	29 928	-0,7	0,3
Territoires du Nord-Ouest	41 186	41 147	41 389	41 351	-0,1	-0,1
Nunavut	28 300	28 421	28 955	29 094	0,4	0,5

^{Pf} Estimations postcensitaires mises à jour.

^{Pp} Estimations postcensitaires provisoires.

Note: Ces estimations sont rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net.

Laine minérale, y compris les isolants en fibre de verre

Mai 2003

Il est maintenant possible d'obtenir les données de mai sur la laine minérale et les isolants en fibre de verre.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2110.

Le numéro de mai 2003 de *Produits chimiques industriels et résines synthétiques*, vol. 55, n° 5 (44-004-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux

Mai 2003 (données provisoires)

Les placements de poussins des couvoirs dans les fermes étaient estimés à 57,1 millions d'oiseaux en mai, en baisse de 5,7 % par rapport à mai 2002. Les placements de dindonneaux dans les fermes ont diminué de 7,9 % pour s'établir à 1,8 million d'oiseaux.

Données stockées dans CANSIM : tableau 003-0021.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5039.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au (613) 951-2553 (*debbie.dupuis@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Tendances du revenu au Canada, 1980 à 2001
Numéro au catalogue : **13F0022XCB** (195 \$).

Comptes des revenus et dépenses série technique : comptes satellites provinciaux et territoriaux du tourisme, 1998
Numéro au catalogue : **13-604-MIF2003040** (gratuit).

Comptes des revenus et dépenses série technique : comptes satellites provinciaux et territoriaux du tourisme, 1998
Numéro au catalogue : **13-604-MPF2003040** (gratuit).

La revue des céréales et des graines oléagineuses, avril 2003, vol. 26, n° 4
Numéro au catalogue : **22-007-XIB** (11 \$/112 \$).

La revue des céréales et des graines oléagineuses, avril 2003, vol. 26, n° 4
Numéro au catalogue : **22-007-XPB** (15 \$/149 \$).

Laine minérale y compris les isolants en fibre de verre, mai 2003, vol. 55, n° 5
Numéro au catalogue : **44-004-XIB** (5 \$/47 \$).

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, avril 2003, vol. 69, n° 4
Numéro au catalogue : **67-002-XIF** (14 \$/132 \$).

L'emploi et le revenu en perspective, juin 2003, vol. 4, n° 6
Numéro au catalogue : **75-001-XIF** (5 \$/48 \$).

Le revenu au Canada, 2001
Numéro au catalogue : **75-202-XIF** (34 \$).

Série de documents de recherche sur le revenu : tendance du revenu au Canada, 1980 à 2001 - guide de l'utilisateur, n° 3, 1980 à 2001
Numéro au catalogue : **75F0002MIF2003003** (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone :

Ayez en main : • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez :	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez :	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur :	1 877 287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte :	1 800 700-1033


Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6.

Veillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet : écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-010-150-03040003



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué un voyage moyen de déplacement au travail sans les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'industrie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Aides en termes positifs, septembre terminant le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

**Terre-Neuve et Labrador,
Île-du-Prince-Édouard,
Nouvelle-Écosse et
Nouveau-Brunswick**

Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2^e étage, case postale 11
Halifax (N.-É.)
B3J 3X8
Appel local : (902) 426-5331
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (902) 426-9538
Courriel : atlantic.info@statcan.ca

Québec

Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4^e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4
Appel local : (514) 283-5725
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (514) 283-9350
Courriel : infostcmontreal@statcan.ca

Région de la Capitale nationale

Services-conseils
Centre de consultation statistique
(RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6
Appel local : (613) 951-8116
Télécopieur : (613) 951-0581
Courriel : infostats@statcan.ca

Ontario

Services-conseils
Statistique Canada
10^e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4
Appel local : (416) 973-6586
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (416) 973-7475

Manitoba

Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9
Appel local : (204) 983-4020
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (204) 983-7543
Courriel : statswpg@solutions.net

Saskatchewan

Services-conseils
Statistique Canada
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Sask.)
S4P 4K1
Appel local : (306) 780-5405
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (306) 780-5403
Courriel : statcan@sk.sympatico.ca

**Alberta, Territoires du Nord-Ouest
et Nunavut**

Services-conseils
Statistique Canada
Pacific Plaza, pièce 900
10909, avenue Jasper, N.O.
Edmonton (Alb.)
T5J 4J3
Appel local : (780) 495-3027
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (780) 495-5318
Courriel : Sabrina.Pond@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon

Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7
Appel local : (604) 666-3691
Sans frais : 1 800 263-1136
Télécopieur : (604) 666-4863

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements (Canada et États-Unis) : 1 800 263-1136
Numéro sans frais pour commander seulement (Canada et États-Unis) : 1 800 267-6677
Numéro sans frais de commande par télécopieur (Canada et États-Unis) : 1 877 287-4369
Numéro sans frais pour les appareils de télécommunications pour les malentendants : 1 800 363-7629